

d'origine précolombienne. Il y a de nombreux sanctuaires à la *Virgen de Guadalupe*, la sainte patronne du Mexique. Les Mexicains utilisent des expressions qui font souvent référence à *Dios* (Dieu) même chez ceux qui ne sont pas religieux. On pense en particulier à des expressions faisant référence à la chance ou à la malchance comme dans *Así lo quiso Dios* (Dieu l'a voulu ainsi) et *Si Dios quiere* (Si Dieu le veut). Il faut voir là des formes linguistiques plutôt que des manifestations d'une foi religieuse.

La culture politique

La vie politique mexicaine est caractérisée par un État fortement centralisé. Le système politique actuel du Mexique a évolué dans un contexte où des personnages influents contrôlaient effectivement le pays. Ils distribuaient la terre, organisaient le travail pour soutenir le gouvernement et limitaient la puissance du milieu des affaires. Ils ont également réduit l'influence des étrangers en nationalisant les secteurs ferroviaires et pétroliers.

Il était naturel, pour des personnes exerçant une telle influence économique, d'attribuer des faveurs et d'en attendre en retour. Avec le temps, ces pratiques ont mis en place la bureaucratie énorme, lente et parfois corrompue qui gouverne le Mexique aujourd'hui. Le président Zedillo a promis de réformer et de décentraliser ce système pour mettre en œuvre un nouveau fédéralisme. Cependant, il n'y a pas dans le pays de tradition démocratique et la plupart des observateurs estiment qu'il faudra de nombreuses années pour y parvenir.

Un pays en transition

L'économie protégée du Mexique lui a permis de conquérir son indépendance et de mettre l'accent sur la fierté nationale. La dépendance envers les fournisseurs locaux a par contre empêché les producteurs mexicains d'accéder aux technologies de niveau mondial. Il leur est difficile de faire concurrence avec une économie de plus en plus mondialisée et de répondre aux besoins de la population mexicaine en augmentation. Quand les prix du pétrole se sont effondrés au début des années 1980, il est devenu plus difficile de subventionner la consommation nationale à partir des exportations de ressources naturelles. Le gouvernement a réagi en lançant toute une gamme de réformes économiques qui ont déréglementé l'économie, libéralisé les échanges et privatisé plus de 1 000 sociétés d'État. L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) a encore accentué ce processus de libéralisation.

Les modifications imputables à ces réformes sont désignées au Mexique sous le terme de «restructuration». Ce processus a encore été accéléré par la dévaluation abrupte du peso en décembre 1994. Les éléments de l'«ancien Mexique» coexistent avec le «nouveau Mexique» qui apparaît.